6 décembre 1933

Les Bois Une amélioration serait-ce la reprise ?

Après une florissante période, soit de 1923 à 1929 le marché des bois de mines tomba peu à peu pour atteindre le complet état de marasme en 1931 et en 1932. A cette dernière époque, on peut dire que les prix étaient de beaucoup inférieurs à ceux d'avant-guerre, tenant compte bien entendu de la différence entre francs-or et francs-papier. En 1932, le bois de mine est descendu jusqu'à 35-35 francs le mètre cube, soit donc 4,50 à 7 francs valeur franc-or, alors qu'en 1913-1914, ce mètre cube de bois valait 8, 9 et 10 fr., suivant situation et qualité.

Pour les communes de la Semois namuroise, celles de la province de Luxembourg et celles du massif forestier de Bièvre, Gedinne, Rienne, etc., communes qui tirent la grande partie de leurs ressources de leurs forêts, cette situation devenait calamiteuse.

Sous la présidence de M. l'inspecteur général des Eaux et Forêts, les bourgmestres de la plupart des communes intéressées se sont réunis, en 1931, à Libramont. Cette conférence avait pour but d'étudier : a) les causes principales de la crise du marché des bois ; b) les remèdes à y apporter.

Quelles étaient les causes du marasme ?

1. Les charbonnages ne « stockaient » plus comme auparavant. Ils achetaient au jour le jour, réduisaient autant que possible la consommation, en prolongeant l'usage de certains boisements de galeries alors qu'auparavant ils renouvelaient plus souvent.

2. Dans certains charbonnages, on avait même introduit un système de boisage et d'étaieement avec des armatures et des cintrages en béton armé. Mais, soit dit entre parenthèses, il n'est pas à présumer que l'usage de tels matériaux donnera des résultats satisfaisants pour être maintenu : le béton armé n'a pas l'élasticité du bois, nécessaire au soutien des masses de terre.

3. Jusqu'à ce jour, les bois de mines étaient de provenances belges, dans une très forte proportion. Quelques pays voisins intervenaient dans la fourniture, mais dans une faible proportion (20% : France, Allemagne).

Mais depuis peu, d'autres pays producteurs sont entrés en compétition avec nos marchands et l'importation de bois de mines a pris de fortes proportions.

Les pays du Nord surtout (Russie, Finlande) envoient leurs bois sur nos marchés ; leur bas prix de main-d'œuvre, des sacrifices que les armateurs de ces pays font sur le prêt, tout cela réuni fait que les bois de ces pays arrivent chez nous et sont rendus à pied d'œuvre, à des prix que ne peuvent concurrencer nos marchands de bois qui ont de la main-d'œuvre plus chère, des tarifs de transport très élevés. Ces même pays et d'autres encore du Nord (Suède, Norvège) nous envoient maintenant, comme bois de mines, leurs fins bouts de gros bois de sciages (flèches), déchets jusqu'ici considérés comme non récupérable. En 1931, on pouvait voir sur les quais aux bois de Gand, des milliers et des milliers de cette marchandise d'un nouveau genre ; elle ne valait certes pas le bois de mines des provenances bels, mais, ici c'était partout ailleurs, l'amateur voyait le bon marché... moins d'argent à décaisser, etc...

Les remèdes ?

Après l'examen de différents moyens, bon à lutter contre la concurrence étrangère : baisse de la main-d'œuvre, réduction des bénéfices, moyens qui n'ont pas retenu fort longtemps l'attention, on

s'est arrêté au grand moyen, toujours mis en avant et qui semble la panacée universelle : les droits d'entrée, le contingentement.

Un arrêté royal du 3 novembre 1933 subordonne l'importation des bois de mines étrangers à l'obtention d'une autorisation émanant du ministère de l'Industrie et du Travail et règle l'importance de l'arrivée de ces bois en Belgique.

Voici pour les trois plus gros importateurs, un relevé :

Pays	Moyenne fournie par an de 1929 à 1932	Volume autorisé en 1933 (75 %) en 1000 m ³
Finlande	319	239
France	103	77
Russie	92	69

Peut-on espérer que cette restriction donnera un peu plus de vigueur à notre marché intérieur ?

A première vue, il semble que l'importance n'a pas été suffisamment réduite. Au lieu de 75%, il eut fallu peut-être adopter 50%.

Quoi qu'il en soit, cette année (1933) semble mieux débiter ?

Les coupes sont plus suivies par les marchands qui ne demeurent plus dans l'expectative, ne sont plus dans l'appréhension de longs séjours des marchandises sur les quais des gares, en attendant les ordres d'envoi. Assez bien de communes ont déjà fait leurs ventes.

Les gros propriétaires de bois n'ont pas encore vendu ; ils attendent, semble-t-il, que les prix ne soient encore un peu redressés.

Nous n'envisageons ici que les grandes coupes de taillis.

Les prix obtenus dans les petites coupes, des environs de Dinant par exemple, vendues en portions, ou en masse, n'entrent pas en ligne de compte dans cette étude. Ces petites coupes n'intéressent pas les marchands... (et les chômeurs, jusqu'ici, ne se sont pas encore laissés tentés par le plaisir des travaux forestiers, joints à l'avantage de se procurer du bois à peu de frais pour l'hiver.)

Ci-dessous, quelques points de comparaison entre les ventes de 1932 et celles de 1933 (année en cours ou exercice 1934).

Dans les bois de l'Etat, à Beauraing, le 23 octobre dernier, le mètre cube de fort taillis de 30 ans s'est vendu 63 francs ; en 1932, la même marchandise s'était vendue 45 francs, soit 40 p.c. de plus en 1933.

Coupes de 1933	Estimation basée sur prix de 1932	Vente (20% de frais compris)
Houyet	6240	11280
Malvoisin	9500	14780
Vencimont	35000	54000

Comparaison entre 1932 et 1933, coupes rapportées à l'hectare :

	1932		1933	
Bois de l'Etat	1370		1800	+10%
	1400		1980	id.
Vencimont	1600	+20%	3000	+ 20%
Rienne	1160	id.	2000	id.
Bouseigne-Vieille	1600	id.	1800	id.
Patignies	1750	id.	2000	id.

Comme reprise, ce n'est peut-être pas bien formidable. Mais il y a en a une, réelle et certaine. Puisse-t-elle durer et surtout prendre de l'ampleur !

Il incombe maintenant à nos marchands de bois, s'ils veulent prendre en mains le marché des bois et surtout le conserver, de soigner leurs fournitures aux charbonages.

Voici, en effet, ce qui arrive souvent :

Dès que des charbonnages repassent des ordres, les fournisseurs s'appliquent à donner satisfaction à leurs clients. Puis, au fur et à mesure que ces commandes se répètent, que les réceptions se font moins minutieuses, le fournisseur se laisse aller : il glisse quelques bois d'essences interdites ; la toilette du bois laisse peu à peu désirer. Cela dure un moment, puis le charbonnage commence par refuser un wagon ou deux : enfin, se lasse... ne commande plus.